

22 avril 2008



ÉTAT DES LIEUX 2008  
AVRIL 2008

PREMIER MINISTRE  
SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE LA PROSPECTIVE  
DE L'EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

# **FRANCE**

# **2025**

## **DIAGNOSTIC STRATEGIQUE**

PROSPECTIVE  
EVALUATION

Quelques extraits clés

Le document préparatoire présente un état des lieux de la France en 2008 mis en perspective par rapport au contexte international et à un ensemble de tendances structurantes. Il traduit, sous forme chiffrée, les **évolutions de variables clés, économiques, sociales et sociétales**, dont la liste considérée n'est pas nécessairement exhaustive. Ce document fournit souvent des points de comparaison avec l'étranger (positionnement relatif de la France). Il **se concentre sur les tendances actuelles et passées** et ne se prononce pas sur les tendances à venir des variables considérées, sauf à mentionner quelques scénarios de cadrage déjà existants. Les scénarios d'évolution à horizon 2025 feront précisément l'objet des travaux des groupes.

Ce document **permettra aux groupes de travail**, en raccourcissant la phase de diagnostic des variables de leur champ d'étude, **de se concentrer sur une vision prospective de l'avenir**. Ce document reste préliminaire et pourra être amendé, complété, prolongé lors des réunions des groupes de travail.

Cet état des lieux est structuré en **sept parties** :

1. Mondialisation
2. Production
3. Création
4. Vivre ensemble
5. Risques et Protection
6. Ressources rares
7. Etat et Services publics

# 1. Mondialisation

La France a tiré profit des opportunités offertes par son intégration au marché européen et par la mondialisation :

- La France est le **5<sup>e</sup> exportateur mondial** de marchandises depuis les années 1970.
- Elle a réalisé d'importants **gains de productivité**.
- La France occupe la **3<sup>e</sup> position mondiale en termes de stock et de flux d'Investissements directs à l'étranger**
- Elle est aujourd'hui un **pays ouvert** (son taux d'ouverture est d'environ 25% du PIB), notamment **sur l'Europe** (2/3 de ses échanges).

Néanmoins :

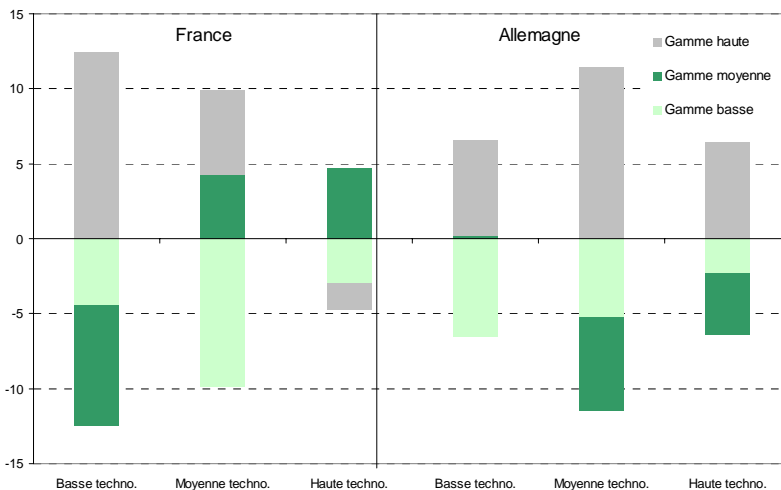
- **La France** voit sa part des **exportations hors zone euro** régresser depuis 10 ans.
- **Ses positions sur le haut de gamme/haute technologie** décroissent par rapport à ses concurrents (Allemagne) ; les parts de marché mondiales de la France sont faibles sur les services les plus dynamiques.
- **Enfin, la France investit plus faiblement que la moyenne de l'OCDE** dans l'économie de l'**immatériel** ; elle compte un nombre trop faible de firmes exportatrices.



## Commerce mondial : positions de l'Europe et de la France

**Pour se différencier sur les produits manufacturés, la France renforce sa compétitivité qualité... mais l'Allemagne fait encore mieux dans ce domaine**

Évolution du positionnement en gamme des exportations de la France et de l'Allemagne par niveau technologique (points de pourcentage – 1995-2004)



Sources : BACI, calculs CEPII

La France renforce ses performances à l'exportation :

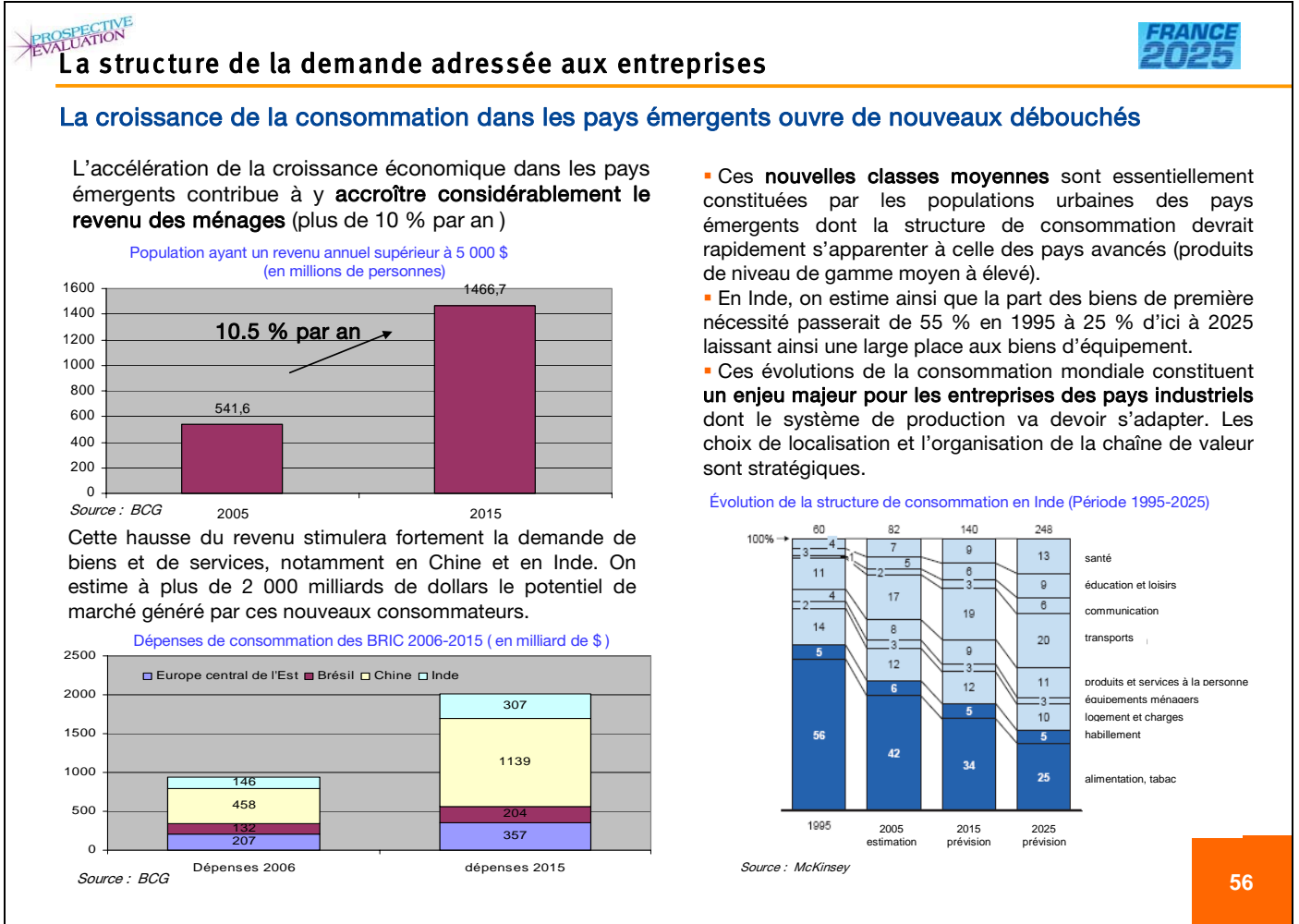
- dans le haut de gamme des secteurs de basse technologie (mais aussi dans les secteurs intensifs en ressources naturelles) ;
- dans les gammes haute et moyenne pour les secteurs de technologie moyenne ;
- dans la gamme moyenne pour la haute technologie.

L'Allemagne renforce ses positions dans la haute qualité, quel que soit le niveau de technologie.

La mondialisation est source de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux défis pour la France ; si la croissance mondiale atteint des niveaux très élevés, les moteurs géographiques de la croissance ont évolué : sur la période 1981-2008, la part des économies avancées dans la croissance mondiale diminue de moitié pour atteindre 30% tandis que celle de l'Asie bondit de 14% à 46%.

## 2. Production

On note une **modification de la consommation** en France et dans les pays développés : recul des dépenses traditionnelles au profit de services (le poste « communication, loisirs, culture » a ainsi vu sa part augmenter de plus de 30% en 40 ans), recherche de solutions globales en lieu et place de produits. Dans le même temps se développe un marché estimé à plus de 2 000 milliards de dollars pour les **nouvelles classes moyennes** des **grands pays émergents**.





L'intensification de la **concurrence** et l'**innovation** modifient également les trajectoires d'entreprises : la **mobilité des capitaux** accroît les possibilités de fragmentation de la chaîne de valeur ; la montée en gamme des **grands émergents** bouleverse la **division internationale du travail** ; la **technologie** et, plus généralement, le savoir et la **connaissance**, deviennent les vecteurs fondamentaux de la compétitivité de long terme des entreprises ; les secteurs économiques se renouvellent notamment par hybridation ; des **différenciations fines en termes de « fonctions »** apparaissent, tandis que les **secteurs de pointe se développent concomitamment à des activités et métiers de faible qualification** : ainsi entre 2005 et 2015, les effectifs de cadres devraient augmenter de 653 000 emplois.

Ces tendances placent les entreprises et les pouvoirs publics face à de nombreux choix. Sur le **plan organisationnel**, les entreprises doivent associer les atouts de la petite taille (flexibilité, réactivité) et les avantages de la grande dimension (synergies de coût, gamme de produits et de clientèle). Sur le **plan des compétences**, elles doivent combiner une spécialisation poussée qui conditionne la capacité d'apprentissages collectifs et d'innovation, et la maîtrise de savoir-faire hétérogènes afin de renouveler l'offre et l'enrichir. L'emploi et le travail seront forcément impactés par ces tendances, mais comment ?

### 3. Création

Les pays développés sont confrontés à la montée en gamme des pays émergents modifiant les spécialisations sectorielles et l'organisation mondiale de la recherche, qui, dans certains secteurs d'activités comme l'automobile, se restructure à l'échelle mondiale.





## La R&D et l'innovation, facteurs clés d'une économie fondée sur le savoir

### Pour l'ensemble des indicateurs en matière d'innovation, des performances à consolider

Indicateur global de performance en matière d'innovation, selon le tableau de bord européen de l'innovation

Finlande	0,76	Pays-Bas	0,58
Suède	0,74	Corée du Sud	0,57
Suisse	0,71	Royaume-Uni	0,57
Japon	0,70	<b>France</b>	<b>0,56</b>
Singapour	0,69	UE25	0,50
Israël	0,68	Russie	0,39
États-unis	0,67	Chine	0,27
Allemagne	0,63	Afrique du Sud	0,24
Danemark	0,59	Brésil	0,22
Canada	0,58	Inde	0,17

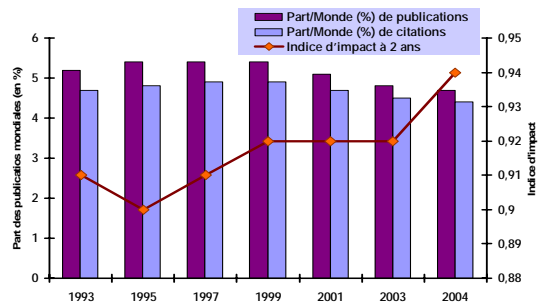
Source : PRO INNO Europe 2007

Selon l'indicateur synthétique d'innovation publié par la Commission européenne, la France se situe loin devant les grands pays émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), devant la moyenne de l'UE 25 mais bien en retrait des pays les plus innovants (pays nordiques, Japon, États-Unis, Allemagne, etc.).

La France fait preuve de points forts en matière :

- d'innovations non technologiques : marques ou des dessins et modèles;
- de potentiel scientifique et technologique : proportion de chercheurs dans la population, nombre de diplômés du supérieur en sciences et technologies (2<sup>ème</sup> position en Europe, dans la tranche d'âge des 20-29 ans).

Impact et part mondiale des publications françaises



Source : Rapport biennal, OST, 2006 ; exploitation CAS

Quant à la **part mondiale de la France dans les publications scientifiques, elle a baissé depuis 1995**. Touchant aussi les pays les mieux placés, ce recul reflète l'effort de certains pays émergents comme la Chine. Cependant, l'impact des publications françaises s'est accru, ce qui témoigne de leur visibilité internationale.

*Lecture du graphique ci-contre : L'échelle de droite présente l'indicateur d'impact – compris entre 0 et 1 – des publications (i.e leur visibilité à l'international, mesurée par le nombre de citations). L'échelle de gauche concerne la part mondiale des publications et citations françaises.*

Dans ce domaine, la France dispose d'atouts importants :

- **Qualité des infrastructures de recherche.**
- Tissu d'entreprises françaises bien positionnées sur **certains secteurs** : l'aéronautique, la pharmacie, l'alimentaire par exemple.
- **Deuxième rang européen pour le nombre de diplômés du supérieur en sciences et technologies.**
- Spécialisation marquée des **exportations françaises** dans le **haut de gamme** (supérieur à la moyenne de l'UE) et la **haute technologie**.

Cependant, la France face à de nombreux enjeux dans le domaine de la R&D :

- Retard relatif de la France **sur d'importants secteurs de hautes technologies** (nanotechnologies, biotechnologies, Internet, industrie des logiciels, ...).
- Diminution de la **capacité** (qui reste cependant élevée) **de la France à retenir et attirer les chercheurs et les centres de R&D.**
- **Valorisation économique** insuffisante de la **recherche**.
- Dynamique française à renforcer dans les quatre services qui connaissent les taux de croissance les plus forts et sont en 2006 les premiers en termes de valeur d'échange mondial : redevances, informatique et information, assurance et finance.

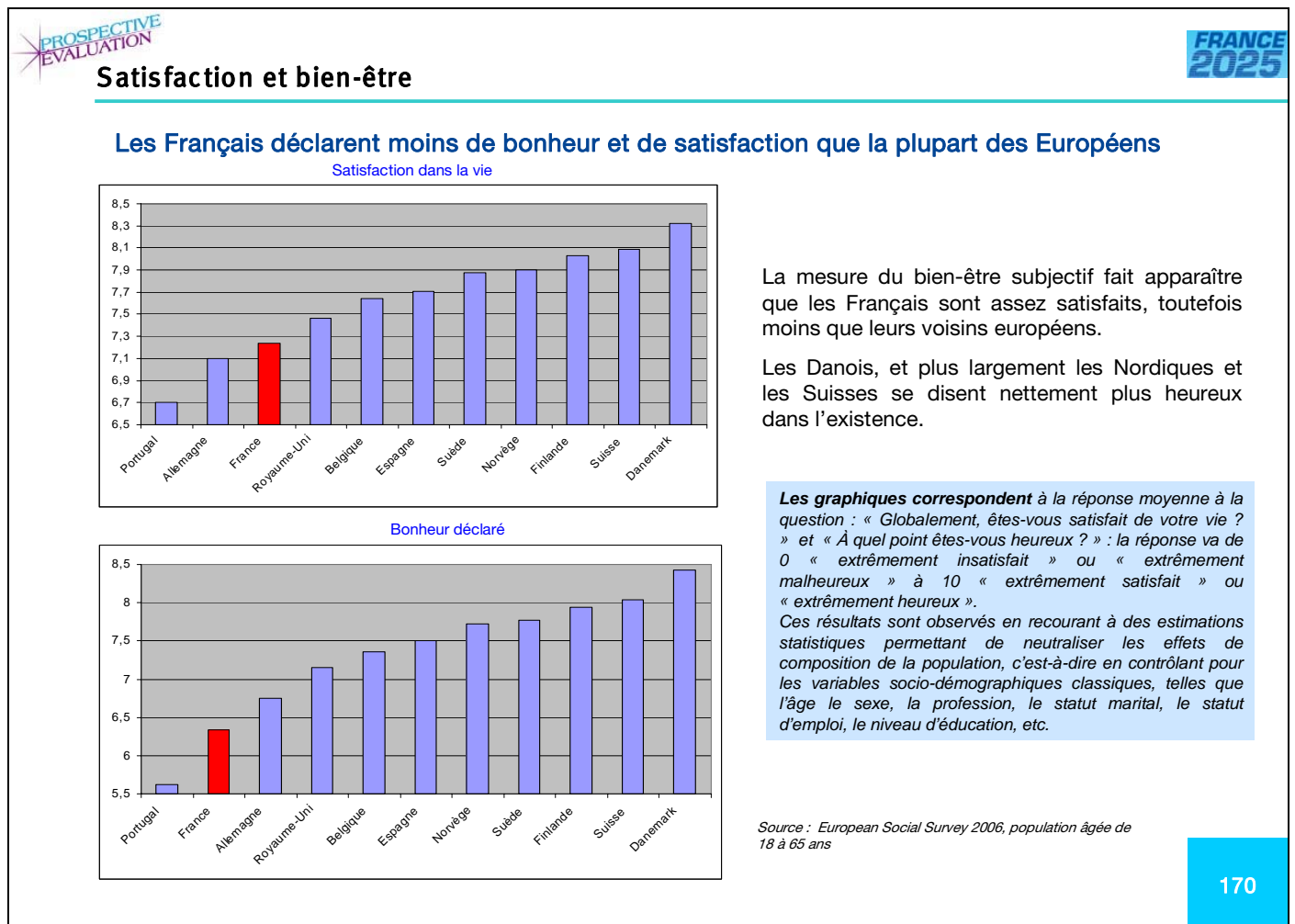
## 4. Vivre ensemble

La société française est traversée par plusieurs évolutions qui modifient profondément le lien social et le vivre ensemble. Certes, les **inégalités de revenus** sont comparables à la moyenne européenne (Europe des 15) et ont diminué depuis 1970.

Si l'allongement de la durée de vie est évidemment positif, et porteur d'innovations et d'emplois (11% de création d'emplois potentiels à l'horizon 2025 dans le secteur de la dépendance), l'**individualisation** et le **vieillessement** entraînent une montée de la solitude, source « d'inégalités de qualité de vie ». On constate également une **instabilité croissante** des unions (en 2005, un divorce était prononcé, pour deux mariages prononcés).

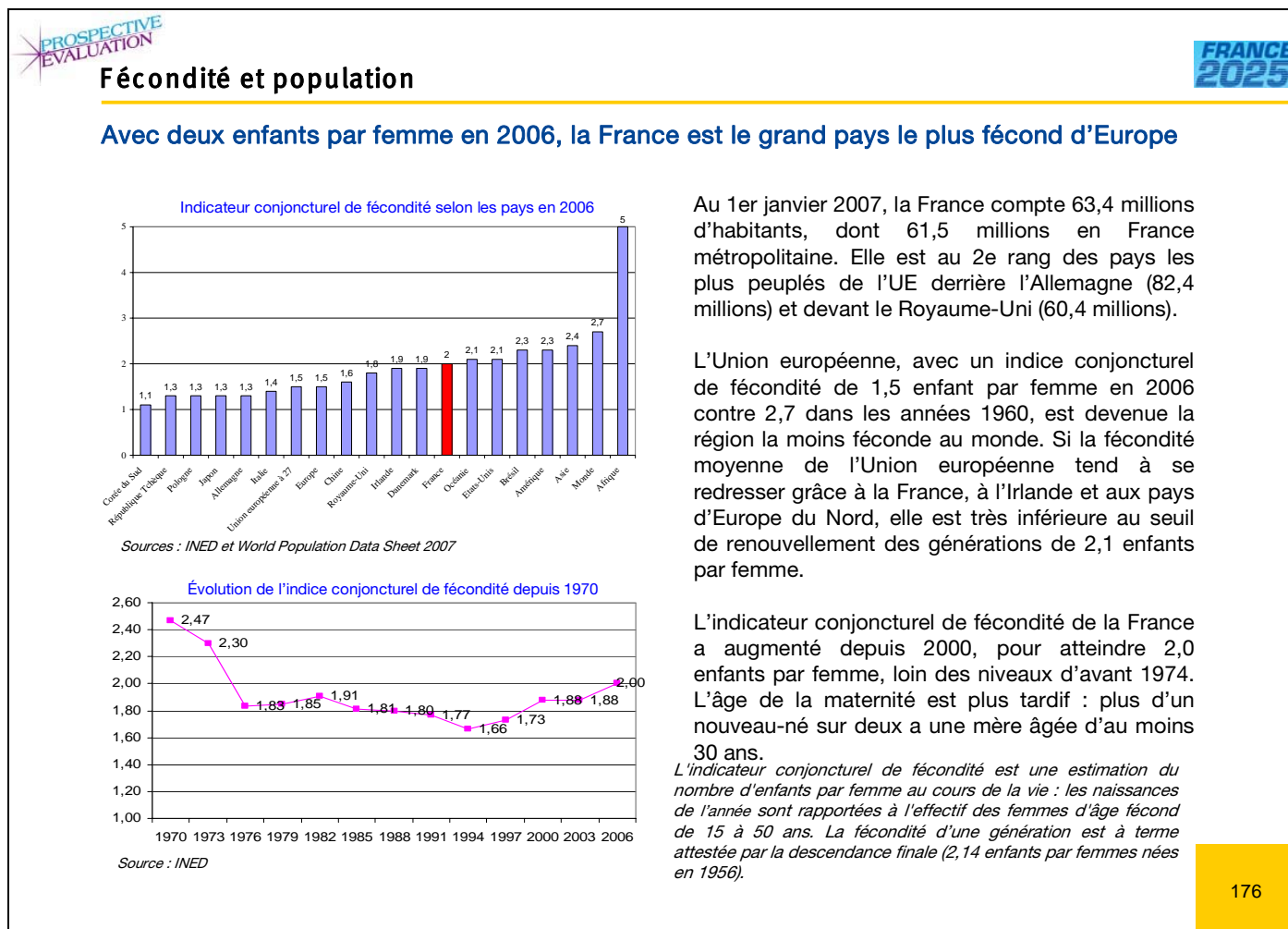
Le « capital social » est affaibli : les membres de la société française déclarent un faible niveau d'estime de soi. Le niveau de confiance interpersonnelle est un des plus faibles de l'OCDE, comme celui de confiance dans les institutions et les organisations représentatives. Certains observateurs soulignent une dégradation des rapports interpersonnels (accroissement des violences physiques et verbales, abaissement du seuil de tolérance, nuisances sonores...), sur fond de partition sociale des territoires urbains.

Au total, les Français déclarent moins de bonheur et de satisfaction que la plupart des Européens alors que les déterminants du bien-être sont les mêmes en France qu'en Europe (par sexe, âge, situation familiale, niveau de revenu, situation d'emploi notamment).



## 5. Risques et Protections

La **protection sociale** assure la couverture de l'ensemble de la population, contribue à l'amélioration de son état de santé et à la réduction de la pauvreté, notamment chez les personnes âgées. Elle joue également un rôle de stabilisateur dans la politique économique. Par ailleurs, avec un indicateur conjoncturel de **fécondité** de 2 enfants par femme, en augmentation depuis 2000, la France est le grand pays le plus fécond d'Europe. L'**espérance de vie** en France est également l'une des plus élevées (84,1 ans pour les femmes et 77,2 ans pour les hommes).



176

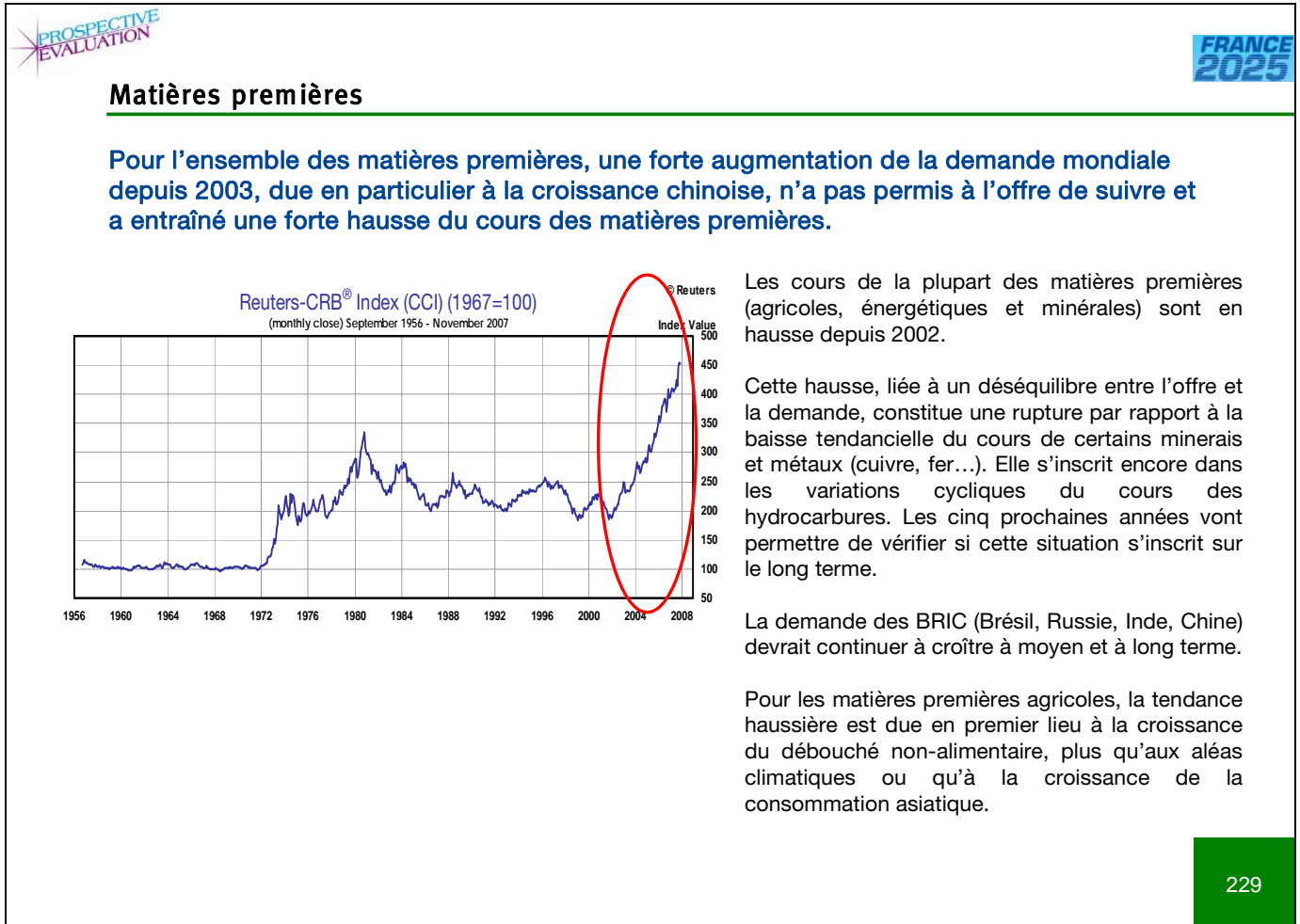
Les exemples nordiques montrent cependant qu'un système social protecteur n'est pas un handicap en termes de compétitivité, dès lors que les modalités de financement et de prestation de ce système sont adaptées au contexte. Or le nôtre est marqué par des **mutations économiques et sociétales** significatives :

- Le modèle du ménage avec un revenu d'abord masculin et un emploi à vie qui a largement fondé le système dans lequel nous vivons n'est plus adapté.
- **La France fait face au vieillissement** de sa population : 28% des Français auront plus de 60 ans en 2025 contre 21% aujourd'hui.
- **De nouveaux risques** et la dépendance sont encore mal couverts par la protection sociale.
- **La concurrence internationale** sur le coût du travail réduit les marges de manœuvre de son financement.



## 6. Ressources rares

La forte augmentation de la demande mondiale, depuis 2002-2003, tirée en particulier par la croissance chinoise, exerce une pression forte et continue sur les cours de l'ensemble des matières premières (agricoles, énergétiques et minérales). Cette forte hausse des cours tranche avec la période 1980 – 2002, et les prochaines années indiqueront si cette rupture préfigure un nouvel équilibre de long terme.



La croissance des pays en développement peut, dans certains scénarios, s'accompagner de tensions en matière agro-alimentaire. Néanmoins, les études restent à préciser, et d'autres scénarios montrent des évolutions plus modérées.

Enfin, la préservation de la planète (lutte contre le changement climatique, protection de la biodiversité...) conduit à changer nos modes d'utilisation de cinq ressources :

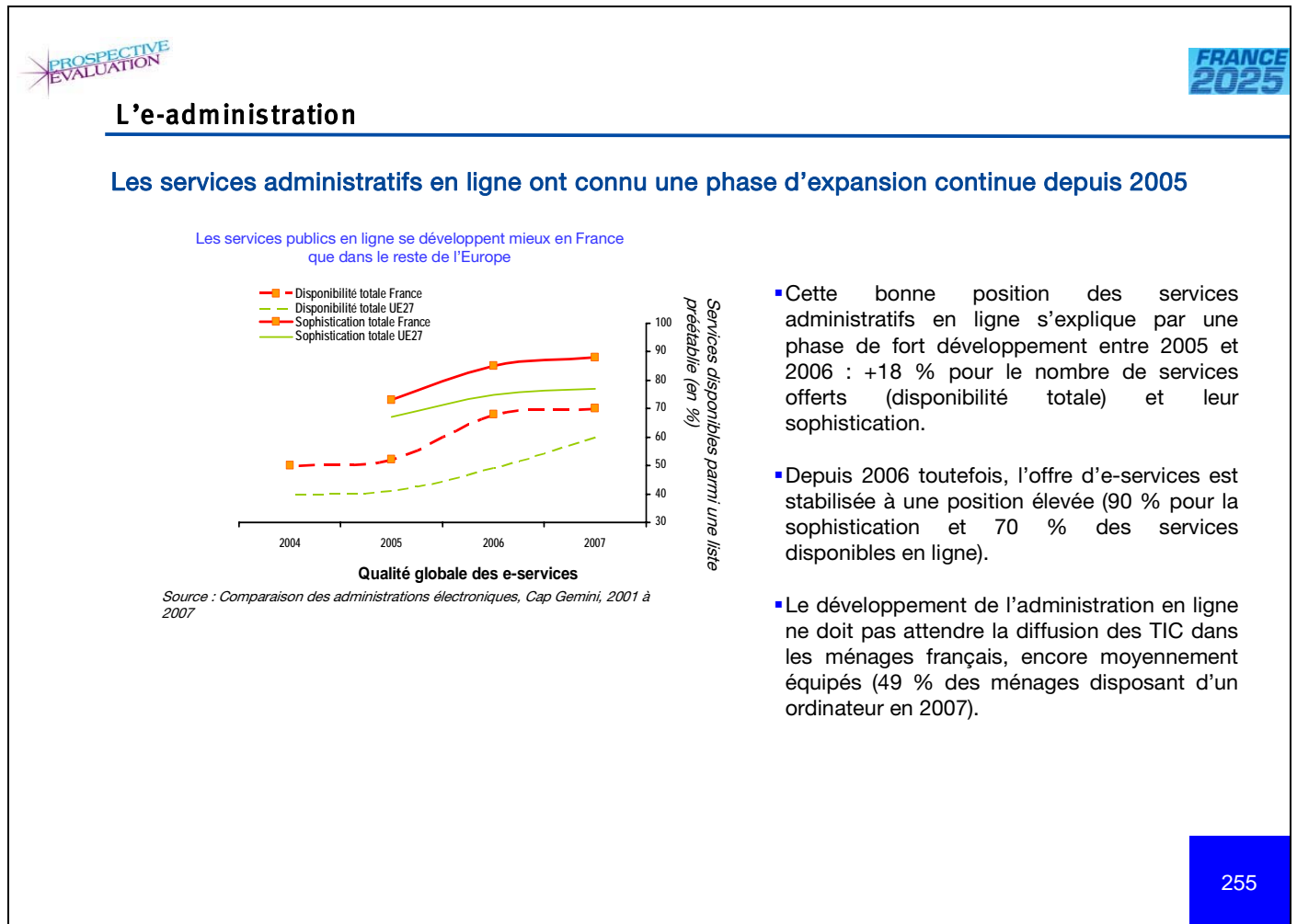
- Les **hydrocarbures**, dont la hausse récente des prix s'explique en partie par un déséquilibre entre les perspectives de l'offre et celles de la demande.
- Les **minerais**, dont les réserves mondiales sont importantes, mais la croissance rapide de la demande peut excéder l'offre sur des périodes relativement longues.
- Les **produits agricoles**, dont les prix sont marqués de nombreuses incertitudes, notamment les phénomènes d'altération des sols et de croissance de la population, contrebalancés par des possibilités d'innovation et d'extension des surfaces cultivées.
- L'**eau**, la préservation de cette ressource impliquant la maîtrise des pollutions diffuses agricoles, la restauration des cours d'eau et une gestion améliorée des prélèvements.
- La **biodiversité**, dont les facteurs d'érosion sont multiples (surexploitation commerciale d'espèces protégées, pollutions, extensions urbaines, changement climatique par exemple).



## 7. Etat et Services publics

Le service public se réforme :

- **L'action publique évoluée** : nouveaux périmètres, nouvelles modalités, modification des compétences respectives de l'Etat et des collectivités locales.
- Le **pilotage** et la **gestion** de cette action publique sont également revus : évaluation des performances, LOLF, RGPP.
- Les **services administratifs en ligne** ont connu une expansion continue depuis 2005 : avec 70% des services disponibles en ligne, la France se situe au dessus de la moyenne européenne (60%).



Le service public est amené à **remodeler durablement son action** sous l'effet de facteurs structurels dont :

- Les **attentes des citoyens** qui évoluent à la fois pour des raisons démographiques mais aussi en termes de qualité et de services en lien avec l'évolution des pratiques (paiement électronique, Internet, pratiques de relation client des entreprises de services,...).
- L'évolution de l'expression des usagers ou de leurs représentants : associations, groupes d'intérêts, instances de gouvernance et de participation diverses.
- La qualité de nos services publics et de nos infrastructures qui constitue un atout compétitif pour les entreprises, cependant soumis au moins en partie à la concurrence internationale, notamment à l'occasion de la localisation de centres de production ou de sièges sociaux.
- Les objectifs de **stabilité budgétaire** et de **réduction de la dette publique**. Les dépenses totales des administrations publiques représentent 53,6% du PIB.